

**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
11 mars 2002  
Français  
Original: anglais

**Assemblée générale  
Cinquante-sixième session  
Point 166 de l'ordre du jour  
Mesures visant à éliminer le terrorisme  
international**

**Conseil de sécurité  
Cinquante-septième année**

**Lettre datée du 8 mars 2002, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent d'Israël  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je tiens à attirer votre attention sur les dernières attaques dirigées contre des citoyens israéliens dans le cadre de la campagne actuelle de terrorisme palestinien.

Juste avant minuit (heure locale) la nuit dernière, un terroriste palestinien s'est infiltré dans la localité israélienne d'Atzmona où il a commencé à jeter des grenades et à tirer aveuglément en toutes directions. Cinq résidents d'Atzmona, tous âgés de 18 ans, ont été tués, 23 autres ont été blessés, la plupart d'entre eux grièvement. L'organisation terroriste Hamas a revendiqué la responsabilité de l'attaque.

Hier également dans l'après-midi, un kamikaze palestinien s'est fait sauter dans le hall de l'hôtel Eshel Hashomron, près d'Ariel. Onze personnes ont été blessées par cette explosion, dont l'une grièvement. Parmi elles se trouvait une Américaine en visite avec un groupe de pèlerins chrétiens. La faction du Fatah relevant de l'Autorité palestinienne, soit le Président Yasser Arafat, et l'organisation terroriste du Front populaire de libération de la Palestine ont l'une et l'autre revendiqué ultérieurement la responsabilité de cet attentat.

Ces attaques viennent s'ajouter à de nombreuses autres tentatives qui ont été déjouées par les forces israéliennes ou des citoyens sur leurs gardes. Près de la localité de Karkur, un ouvrier vigilant a remarqué un homme d'allure suspecte transportant un panier à pigeons, qu'il a affronté; l'homme a alors dévoilé les explosifs qui étaient ficelés sur son corps avant de s'enfuir. La police le recherchait encore hier.

Ces incidents sont les dernières manifestations de la campagne incessante de violence palestinienne dont faisaient état les lettres en date des 5 mars 2002 (A/56/857-S/2002/233), 4 mars 2002 (A/56/854-S/2002/222), 27 février 2002 (A/56/843-S/2002/208), 20 février 2002 (A/56/828-S/2002/185), 19 février 2002 (A/56/824-S/2002/174), 11 février 2002 (A/56/819-S/2002/164), 8 février 2002 (A/56/814-S/2002/155), 28 janvier 2002 (A/56/798-S/2002/126), 22 janvier 2002



(A/56/788-S/2002/104), 18 janvier 2002 (A/56/781-S/2002/86), 16 janvier 2002 (A/56/774-S/2002/73), 11 janvier 2002 (A/56/771-S/2002/47), 4 janvier 2002 (A/56/766-S/2002/25), 13 décembre 2001 (A/56/706-S/2001/1198), 4 décembre 2001 (A/56/678-S/2001/1150), 30 novembre 2001 (A/56/670-S/2001/1141), 27 novembre 2001 (A/56/663-S/2001/1121), 12 novembre 2001 (A/56/617-S/2001/1071), 5 novembre 2001 (A/56/604-S/2001/1048), 24 octobre 2001 (A/56/506-S/2001/1011), 19 octobre 2001 (A/56/492-S/2001/990), 17 octobre 2001 (A/56/483-S/2001/975), 8 octobre 2001 (A/56/450-S/2001/948), 5 octobre 2001 (A/56/444-S/2001/943), 3 octobre 2001 (A/56/438-S/2001/938), 24 septembre 2001 (A/56/406-S/2001/907), 20 septembre 2001 (A/56/386-S/2001/892), 17 septembre 2001 (A/56/367-S/2001/875), 7 septembre 2001 (A/56/346-S/2001/858), 4 septembre 2001 (A/56/331-S/2001/840), 30 août 2001 (A/56/325-S/2001/834), 27 août 2001 (A/56/324-S/2001/825), 13 août 2001 (A/56/294-S/2001/787), 9 août 2001 (A/56/286-S/2001/780), 8 août 2001 (A/56/280-S/2001/775), 6 août 2001 (A/56/272-S/2001/768), 27 juillet 2001 (A/56/225-S/2001/743), 26 juillet 2001 (A/56/223-S/2001/737), 17 juillet 2001 (A/56/201-S/2001/706), 13 juillet 2001 (A/56/184-S/2001/696), 3 juillet 2001 (A/56/138-S/2001/662), 2 juillet 2001 (A/56/131-S/2001/656), 21 juin 2001 (A/56/119-S/2001/619), 19 juin 2001 (A/56/98-S/2001/611), 18 juin 2001 (A/56/97-S/2001/604), 13 juin 2001 (A/56/92-S/2001/585), 11 juin 2001 (A/56/91-S/2001/580), 4 juin 2001 (A/56/85-S/2001/555), 30 mai 2001 (A/56/81-S/2001/540), 25 mai 2001 (A/56/80-S/2001/524), 18 mai 2001 (A/56/78-S/2001/506), 11 mai 2001 (A/56/72-S/2001/473), 9 mai 2001 (A/56/69-S/2001/459), 1er mai 2001 (A/55/924-S/2001/435), 23 avril 2001 (A/55/910-S/2001/396), 16 avril 2001 (A/55/901-S/2001/364), 28 mars 2001 (A/55/863-S/2001/291), 27 mars 2001 (A/55/860-S/2001/280), 26 mars 2001 (A/55/858-S/2001/278), 19 mars 2001 (A/55/842-S/2001/244), 5 mars 2001 (A/55/821-S/2001/193), 2 mars 2001 (A/55/819-S/2001/187), 14 février 2001 (A/55/787-S/2001/137), 13 février 2001 (A/55/781-S/2001/132), 2 février 2001 (A/55/762-S/2001/103), 25 janvier 2001 (A/55/748-S/2001/81), 23 janvier 2001 (A/55/742-S/2001/71), 28 décembre 2000 (A/55/719-S/2000/1252), 22 novembre 2000 (A/55/641-S/2000/1114), 20 novembre 2000 (A/55/634-S/2000/1108) et 2 novembre 2000 (A/55/540-S/2000/1065).

Israël considère que l'Autorité palestinienne et son président, Yasser Arafat, sont directement responsables de ces attaques ainsi qu'en témoigne le rôle que continuent de jouer leurs forces dans les attentats terroristes dirigés contre des civils israéliens. Plutôt que de prendre des mesures concertées pour désarmer et neutraliser les groupes terroristes qui opèrent sur le territoire palestinien, ce qu'il s'est maintes fois engagé à faire, comme n'a pas cessé de le lui demander la communauté internationale, le Président Arafat continue d'inciter le peuple palestinien à la violence et d'en appuyer les manifestations terroristes.

Israël ne veut pas renoncer à la négociation d'un règlement pacifique du conflit dans la région sur la base des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité, mais il soutient que c'est là une perspective illusoire tant que le terrorisme se poursuivra avec l'appui et la bénédiction des dirigeants palestiniens. On ne saurait espérer d'Israël qu'il négocie avec les individus mêmes qui encouragent la poursuite des violences dirigées contre sa population, contre des enfants et des adolescents innocents. Le retour à la table de négociation ne peut s'amorcer qu'après la cessation complète et sans condition des hostilités comme le constatent à la fois le rapport Mitchell et le compromis Tenet.

La communauté internationale doit affirmer le principe de l'inadmissibilité de toute atteinte délibérée à des civils et exiger, dans le contexte de sa campagne antiterroriste, que les dirigeants palestiniens prennent effectivement des mesures contre les organisations terroristes qu'ils abritent sur leur territoire. Aussi longtemps que les attaques délibérées dont font l'objet des civils seront considérées comme une tactique légitime en vue d'atteindre un objectif politique, nos efforts pour aboutir à un règlement pacifique seront fortement compromis. C'est seulement lorsque les dirigeants palestiniens rejeteront le terrorisme autrement qu'en paroles, comme ils doivent le faire, que les parties pourront envisager un avenir de coexistence pacifique.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre en tant que document de la cinquante-sixième session de l'Assemblée générale, au titre du point 166 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent  
(Signé) Yehuda **Lancry**

---